



Port Autonome
266 Route de la Noue
78520 Limay



DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE ICPE

IKEA FRANCE - PLATEFORME LOGISTIQUE DE LIMAY

PIECE JOINTE N°03-JUSTIFICATION MAITRISE FONCIERE

VERSION 1 – FEVRIER 2024


Ce dossier a été réalisé avec



ELVIA GROUP
27 rue de la Gare
94230 Cachan



APAVE
Bâtiment IRIS rue Charles Michels
93284 SAINT DENIS CEDEX

	DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE ICPE	Février 2024
	- PIECE JOINTE N°3 -	

La présente pièce jointe comporte 12 pages.

Direction Territoriale de Paris
Direction du Développement Domanial

ATTESTATION DE PROPRIETE ACCORD DU GESTIONNAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Je soussignée, Sophie BARICHARD, Directrice du Développement Domanial, représentante de l'établissement public d'état HAROPA PORT, domicilié au 2 quai de Grenelle à Paris 15^{ème} atteste par les présentes que :

- Par une convention d'occupation en date du 7 mai 2021, le Port Autonome de Paris a autorisé la société IKEA DEVELOPPEMENT S.A.S. à occuper une surface de 159 390 m², emprise délimitée conformément au plan ci-joint, au sein de la parcelle cadastrée section BK 0131 en vue d'y construire et exploiter un bâtiment logistique ;
- Que HAROPA PORT autorisera IKEA à déposer les autorisations administratives permettant la réalisation dudit bâtiment conformément au courrier qui sera annexé à la demande de dépôt.

Paris, le 16 mai 2022

Sophie
BARIC
HARD

Signature
numérique de
Sophie
BARICHARD
Date :
2022.05.16
14:53:30 +02'00'



Agence Seine Aval

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

N° 3809

PORT DE LIMAY

IKEA DEVELOPPEMENT SAS

Terrain

Route de la Noue

ENTRE LES SOUSSIGNES

Port Autonome de Paris, établissement public de l'Etat, domicilié 2, quai de Grenelle, 75015 PARIS, représenté par Monsieur Antoine BERBAIN - Directeur Général, dûment habilité, ci-après dénommé « **le Port autonome de Paris** »

d'une part,

et,

IKEA DEVELOPPEMENT SAS, dont le siège social est situé 425 rue Henri Barbusse à 78370 PLAISIR, représentée par Monsieur Walter KADNAR en qualité de Président, et Madame Emma RECCO ;

Ci-après dénommée le « **Titulaire** » et/ou « **IKEA** »,

d'autre part,

Le Port autonome de Paris et IKEA seront dénommés individuellement la « **Partie** » et collectivement les « **Parties** ».

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

GR 1 AB WL

PREAMBULE

Le Port Autonome de Paris a mis en publicité et concurrence en novembre 2019, suite à l'annonce du départ d'un client historique, en vue de sa location, un terrain d'environ 16 ha, sis route de la Noue, sur le port de Limay Porcheville.

Le Port Autonome de Paris a décidé de lancer en mars 2020 une procédure d'appel à projets formalisée, dont les critères d'appréciation ont été définis dans le règlement de l'appel à projets.

La Société IKEA Développement SAS et son sous-occupant Distribution Service IKEA France (DSIF) ont présenté un projet innovant, constitué d'un bâtiment logistique de grande qualité architecturale et paysagère et s'engageant sur la mise en place d'une logistique fluviale significative de caisses mobiles.

Ce projet a été retenu par le Port Autonome de Paris à l'issue de l'appel à projets.

Les négociations ayant abouti, il y a lieu d'établir la présente convention.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Le Port autonome de Paris autorise le Titulaire qui accepte à occuper, aux conditions ci-après, un terrain d'une surface de 159 390 m² (emprise délimitée au sein de la parcelle cadastrée section BK 0131), sis sur la commune de Limay (78), au port de Limay, dont la situation, le périmètre et l'implantation sont plus précisément indiqués sur le plan joint à la présente convention, établi par le Port autonome de Paris et contresigné par le Titulaire.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES DE L'OCCUPATION

L'autorisation d'occupation est soumise aux dispositions :

- de la présente convention,
- des livres I et II du cahier des charges fixant les conditions administratives, financières et techniques applicables aux occupations privatives du domaine public géré par le Port autonome de Paris, approuvé par délibération de son Conseil d'Administration en date du 3 octobre 2012, désigné ci-après "le Cahier des charges",
- des pièces annexées à la convention.

Cette convention est constitutive de droits réels en application des articles L. 2122-6 et suivants du Code général de la propriété des personnes publiques.

ARTICLE 3 : SOUS-OCCUPATION

La société Distribution Service IKEA France, filiale du groupe IKEA, est agréée en qualité de sous-occupant (voir annexe).

Il est toutefois convenu :

1. Que cet agrément est limité à la durée de la convention et qu'il sera rapporté à la date d'expiration ou de résiliation de celle-ci;

Handwritten signatures and initials: "RS" at the top right, "ER" at the bottom left, and a large stylized signature at the bottom right.

2. Que la société sous-occupante devra se conformer en tout aux obligations découlant pour le Titulaire des dispositions de la présente convention et du cahier des charges annexé qu'elle déclare connaître et s'y engage envers le Titulaire et envers le Port autonome de Paris, conformément à l'article 1.1.10 dudit cahier des charges, en signant la présente convention ;
3. Que le sous-occupant se porte caution personnelle et solidaire du paiement par le Titulaire des sommes dues par ce dernier au Port autonome de Paris au titre de la convention (à concurrence d'un pourcentage égal au rapport de la surface sous-occupée à la surface totale des lieux mis à disposition).

Toute autre sous-occupation sera soumise à l'agrément du Port Autonome de Paris dans les conditions prévues à l'article 1.1.10 du Cahier des Charges et sur le modèle prévu en annexe. Toutefois, le Port autonome de Paris donne d'ores et déjà son accord de principe à toute sous-occupation au profit d'une société du groupe IKEA qui exerce une activité présentant un caractère identique, similaire ou complémentaire à l'activité autorisée par la présente convention. L'agrément de sous-occupation avec la société DSIF, société du groupe IKEA, est joint en Annexe.

Par société du groupe IKEA, il faut entendre toute société contrôlée directement ou indirectement par la société au sens des articles L. 233-1 et suivants du Code du Commerce.

La demande de sous-occupation devra être adressée préalablement à toute installation. Le Port autonome de Paris dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception de la demande de sous-occupation pour donner son accord, tout refus devant être expressément motivé compte-tenu de l'accord de principe visé ci-dessus et ne pouvant être fondé que sur un motif avéré tiré de la sécurité publique ou de la protection du domaine public. L'absence de réponse expresse à l'issue d'un délai de deux (2) mois à compter de la date de la première demande, sous réserve de l'envoi complémentaire de deux (2) relances par courrier recommandé durant ce délai, vaudra accord implicite du Port de Paris.

Il est précisé que l'agrément est accordé selon les conditions suivantes :

- l'agrément est limité à la durée de la convention et il est rapporté à la date d'expiration ou de résiliation de celle-ci,
- la société sous-occupante doit se conformer en tout aux obligations découlant pour le Titulaire de dispositions de la présente convention et du cahier des charges annexé.

ARTICLE 4 : DUREE

L'autorisation d'occupation est donnée pour une durée de quarante (40) an(s) à compter de la mise à disposition des lieux, prévue entre le 1^{er} octobre 2022 et le 1^{er} octobre 2023, qui sera formalisée par un procès-verbal rédigé, à la suite d'une réunion sur site contradictoire entre les parties, par Port Autonome de Paris et validé par le titulaire.

Cette mise à disposition ne pourra avoir lieu qu'une fois que Port Autonome de Paris aura procédé à l'ensemble des opérations de démolition, visées à l'article 7, mais également se sera assuré de l'absence d'un autre occupant sur les emprises, de sorte que la date prévue ci-dessus de début de mise à disposition est purement indicative.

Jusqu'à la mise à disposition, le Terrain pourra être occupé par un autre occupant temporaire autorisée par le Port autonome de Paris, ce qu'IKEA accepte, étant précisé que le Port autonome de Paris reste responsable durant cette période de cet occupant et de toutes éventuelles difficultés qui pourraient



naître de cette occupation (restitution des lieux tardive, dégradations, etc.). L'occupation par ce tiers ne peut avoir pour effet de rendre impossible ou plus délicate la future occupation par IKEA.

Il est demandé au tiers d'indiquer les modalités de restitution des lieux et les éventuelles dégradations à réparer.

1. Le tiers s'engage à restituer les lieux à l'issue de son occupation, dans un délai de 15 jours après la fin de son occupation, à l'adresse suivante : [adresse].
2. Le tiers s'engage à restituer les lieux dans un état satisfaisant, c'est-à-dire sans dégradations, ni dégradations de quelque nature que ce soit, ni dégradations de quelque nature que ce soit, ni dégradations de quelque nature que ce soit.
3. Le tiers s'engage à restituer les lieux dans un état satisfaisant, c'est-à-dire sans dégradations, ni dégradations de quelque nature que ce soit, ni dégradations de quelque nature que ce soit, ni dégradations de quelque nature que ce soit.
4. Le tiers s'engage à restituer les lieux dans un état satisfaisant, c'est-à-dire sans dégradations, ni dégradations de quelque nature que ce soit, ni dégradations de quelque nature que ce soit, ni dégradations de quelque nature que ce soit.
5. Le tiers s'engage à restituer les lieux dans un état satisfaisant, c'est-à-dire sans dégradations, ni dégradations de quelque nature que ce soit, ni dégradations de quelque nature que ce soit, ni dégradations de quelque nature que ce soit.

Il est demandé au tiers d'indiquer les modalités de restitution des lieux et les éventuelles dégradations à réparer.

Il est demandé au tiers d'indiquer les modalités de restitution des lieux et les éventuelles dégradations à réparer.

- Le tiers s'engage à restituer les lieux dans un état satisfaisant, c'est-à-dire sans dégradations, ni dégradations de quelque nature que ce soit, ni dégradations de quelque nature que ce soit, ni dégradations de quelque nature que ce soit.
- Le tiers s'engage à restituer les lieux dans un état satisfaisant, c'est-à-dire sans dégradations, ni dégradations de quelque nature que ce soit, ni dégradations de quelque nature que ce soit, ni dégradations de quelque nature que ce soit.

Il est demandé au tiers d'indiquer les modalités de restitution des lieux et les éventuelles dégradations à réparer.

As
ER

Le terrain mis à disposition est destiné à la réalisation d'un entrepôt logistique (avec la possibilité d'une extension horizontale et/ou la création d'un espace de stockage complémentaire en mezzanine

Il est expressément convenu que la présente convention prévoit du trafic fluvial au sens de l'article 2.2.7 du Livre II du Cahier des charges susvisé. Le trafic annuel attendu dès la première année de l'activité est de 9 500 EVP.

Le Titulaire fera directement son affaire de la souscription des contrats nécessaires à son exploitation, notamment d'eau, d'électricité, d'évacuation des déchets, de téléphone, dont les frais d'abonnement et de consommation sont à sa charge.

La « zone Parking » est entendue comme l'ensemble du terrain, objet de la présente convention, et actuellement à usage de parking, hors emprise des bâtiments à démolir (cf. plan de Terrain – levé de géomètre),

- Le descriptif de la zone comme recouverte d'un revêtement de type pavés autobloquants ou d'enrobé bitumineuse.
- Le diagnostic de qualité des sols « Rapport n°A103851/B – 01 juillet 2020 » réalisé par Antea Group pour le site de Citroën et transmis par HAROPA – Ports de Paris aux candidats.
- Le plan des réseaux privatifs spécifiés sur le plan « LIMAY FOND DE PLAN et RESEAUX » daté du 21 juillet 2020 et transmis par le Port autonome de Paris aux candidats.

5

Parties conviennent de se rapprocher rapidement pour déterminer les modalités de prise en charge des travaux ou études rendues nécessaires par cette découverte et les éventuelles conséquences sur l'économie de la convention.

« Zone Bâtiments » :

Comme le prévoit le cahier des charges, tous les bâtiments existants et ouvrages attenants devront être démolis avant l'établissement du procès-verbal de l'état des lieux dressé par Port autonome de Paris et signé contradictoirement par le Titulaire et un représentant de Port autonome de Paris. La démolition des bâtiments existants et des ouvrages attenants inclut :

- Les bâtiments A16 dans leurs globalités, avec leurs infrastructures à l'exception des fondations profondes, leurs superstructures et les réseaux attenants.
- La station carburant dans sa globalité, avec son infrastructure, sa superstructure et les réseaux attenants.
- Le transformateur dans sa globalité, avec son infrastructure, sa superstructure et les réseaux attenants.
- Aucun matériau de démolition ne devra subsister sur le site.
- Toute pollution provoquée par les travaux de démolition des bâtiments existants devra être éliminée avant la mise à disposition du site au prochain amodiat.
- Après démolition des bâtiments existants, le terrain devra avoir été reconstitué avec des matériaux inertes jusqu'à la côte du terrain actuel (cf. plan de Terrain – levé de géomètre). La portance de la partie supérieure du terrassement ne pourra en aucun cas être inférieure à 20 MPa.

Une fois ces opérations effectuées, le terrain sera mis à disposition d'IKEA, cette mise à disposition étant matérialisée par la réalisation d'un procès-verbal établi dans les conditions de l'article 4.

ARTICLE 8 : AMENAGEMENTS A REALISER PAR LE TITULAIRE

Le Titulaire s'engage à réaliser dans un délai de trente-six (36) mois à compter de l'obtention des autorisations administratives purgées de tout recours et retrait sur le terrain qui est mis à sa disposition, les installations suivantes :

- un entrepôt accompagné de locaux à usage de bureaux,
- des accès sécurisés et adaptés à la destination des locaux, permettant notamment de desservir les parkings depuis la voie publique.

Ces travaux feront l'objet d'une demande d'autorisation d'urbanisme à déposer par le Titulaire avant le 1^{er} octobre 2022.

La non réalisation de ces travaux pourra entraîner l'application de l'article 2.2.7 du Livre II du Cahier des charges.

Dans le cas où le programme prévu ci-dessous ne pourrait plus être mis en œuvre par le Titulaire, dans des conditions économiques satisfaisantes, du fait de l'édition de nouvelles prescriptions particulières

GR 6 LG
AD

ne figurant ni dans les documents de la consultation de HAROPA ni dans les documents réglementaires actuellement en vigueur, les Parties conviennent de se rapprocher afin de redéfinir le programme et le calendrier de réalisation des aménagements à la charge du Titulaire.

En cas de recours contre les autorisations nécessaires à la réalisation des aménagements à la charge du Titulaire, les parties ont convenu de se rapprocher rapidement pour décider ensemble des suites à donner à la présente Convention, en application de l'article 4 de la présente Convention.

ARTICLE 9 : STIPULATIONS DIVERSES ET PARTICULIERES

9.1 Le Titulaire s'engage à maintenir en bon état fonctionnel et visuel la totalité de ses installations, conformément à l'article 1.3.4 du livre I du Cahier des charges.

PORT AUTONOME DE PARIS peut, sur simple demande, obtenir auprès d'IKEA la communication de tous documents permettant de justifier du bon entretien des installations et des emprises, conformément à l'article 1.3.4 précité.

Toute intervention d'office de PORT AUTONOME DE PARIS aux frais d'IKEA, prévu par ledit article 1.3.4, n'est possible que si IKEA n'a pas répondu à cette demande dans un délai de trois (3) mois et/ou si le Titulaire n'a pas levé les éventuelles inobservations à cette obligation, relevées par PORT AUTONOME DE PARIS, dans un délai de trois (3) mois à compter de leur notification par lettre recommandée avec accusé de réception.

9.2 En complément de l'article 1.1.14 du livre I du Cahier des charges, IKEA est uniquement responsable des dommages causés aux ouvrages de voiries et autres appartenant à Port Autonome de Paris s'ils résultent de ses activités de sa présence dans les lieux, du fait de travaux d'installation nécessités par ses activités, et/ou s'ils sont situés dans le périmètre mis à sa disposition.

ARTICLE 10 : CONDITIONS D'UTILISATION DU QUAI A USAGE PARTAGE

Le Port autonome de Paris met à disposition du Titulaire à proximité immédiate des surfaces amodiées constituant le terrain mis à disposition, en bord de la darse d'eau, un quai à usage partagé constitué :

- d'un linéaire de quai de 150 ml,
- d'un terre-plein de stockage temporaire (limité à la durée de la manutention quotidienne de 17h à 10h [J+1]) d'environ 10 000 m²,

dont les emprises sont indiquées sur le plan ci-annexé.

Le Titulaire a la faculté d'expédier ou de recevoir ses marchandises à partir de cet équipement.

Le Port autonome de Paris informe que ce quai peut être partagé et que le Titulaire devra avec le concours du Port Autonome de Paris mettre en place un planning d'utilisation garantissant une équité d'usage entre les différents amodiataires.

Toutefois, Port Autonome de Paris garantit au Titulaire l'utilisation quotidienne de ce quai de 17h à 10h (J+1) (soit une plage horaire de 17 heures consécutives).

GR 7 AB

Cette mise à disposition est une condition essentielle et déterminante à la réalisation des volumes de livraisons fluviales pour lesquels IKEA s'est engagée dans l'article 5 et dans le cadre de l'appel à projet.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser le quai à usage partagé qu'aux horaires garanties par le Port autonome de Paris, et fixés plus haut. Aucune occupation n'est acceptée, expressément, en dehors de cette tranche horaire.

ARTICLE 11 : CONDITIONS FINANCIERES DE L'OCCUPATION

Comme indiqué à l'article 1.2.4 du cahier des charges, les montants sont indiqués hors taxes et soumis à la TVA au taux normal en vigueur.

11.1 Redevance

Le Titulaire s'engage à verser au Port autonome de Paris une redevance dont la valeur annuelle est de XXXX € HT (valeur 2021).

Le Titulaire s'est engagé sur un trafic fluvial annuel de 9 500 EVP (conformément à l'article 5 de la présente convention), cet engagement constituant une condition déterminante à la délivrance du présent titre :

A compter du 1^{er} janvier 2028, au cas où le trafic fluvial en provenance ou à destination des lieux mis à disposition serait inférieur à 6 650 EVP par an (soit moins de 70% de l'engagement de trafic annuel), le montant de la redevance annuelle de l'année suivante sera calculé sur la base d'une redevance annuelle de XXXX € (valeur 2021), incluant une majoration d'environ 20%. Le changement de la redevance de base prendra fin à compter du 1^{er} janvier suivant l'année où le trafic fluvial sera de nouveau supérieur à 6 650 EVP par an.

La majoration de la redevance ne serait cependant pas due dans l'hypothèse d'une sous-utilisation du transport fluvial par le titulaire qui trouverait sa cause dans un évènement durable échappant à sa volonté et conduisant à rendre impossible l'utilisation normale de la Seine (tel que le changement climatique).

11.2 Ristourne pour trafic fluvial par conteneurs

Une ristourne pour trafic fluvial par conteneurs sera appliquée à la redevance domaniale due au titre de la présente convention. Le montant de cette ristourne est fixé à 40,82 € HT (valeur 2001), soit 66,25 € (valeur 2021) par conteneur EVP. Ce montant sera révisé au 1^{er} janvier de chaque année dans les mêmes conditions que la redevance, Po étant fixé à 1083.

La ristourne sera appliquée à la redevance de l'année en cours en tenant compte du trafic de conteneurs réalisé sur la plate-forme pour le compte du Titulaire, tel qu'il aura été comptabilisé et déclaré par le ou les opérateurs de manutention de conteneurs sur la plate-forme. Elle ne concerne que les conteneurs acheminés ou expédiés par voie fluviale depuis le centre de conteneurs et empotés et dépotés sur le site objet de la présente convention. Un conteneur ne peut être comptabilisé qu'une seule fois par transit ou séjour sur la plate-forme.

Cette ristourne fera l'objet d'un avoir annuel, après collecte des données.

La ristourne totale est limitée à 50 % du montant total de la redevance annuelle.



Pour bénéficier de cette ristourne, le Titulaire fournira au Port autonome de Paris la liste des conteneurs acheminés par voie fluviale. Cette liste contiendra pour chaque conteneur le n°, la dimension et la date de manutention.

Le cumul de la ristourne vrac et de la ristourne conteneurs ne peut dépasser 50% du montant total de la redevance.

Dans le cas d'une sous-utilisation du transport fluvial par le titulaire qui trouverait sa cause dans un évènement durable échappant à sa volonté et conduisant à rendre impossible l'utilisation normale de la Seine (tel que le changement climatique), et compte-tenu de l'importance de la ristourne dans le modèle économique du titulaire, les parties se rapprocheront pour préciser les modalités de fixation de la redevance due qui ne saurait être inférieure à celle des années précédentes avec ristourne (hors indexation).

11.3 Prise d'effet de la redevance

La redevance est due à compter du 1^{er} jour de la quinzaine suivant la date du procès-verbal de mise à disposition des lieux établi dans les conditions prévues à l'article 4.

11.4 Redevances pendant la phase d'instruction du projet et la phase d'aménagement

11.4.1 Pendant la phase d'instruction des demandes d'autorisations préalables à la réalisation des travaux par le Titulaire, et jusqu'au 1^{er} jour de la quinzaine suivant la date d'obtention des autorisations administratives purgées de tout recours et retrait et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2023, la redevance sera limitée à 10% du montant total visé à l'article 10.1.

En cas de recours contre les autorisations administratives obtenues par le Titulaire, qui seraient de nature à remettre en question de manière excessive le calendrier de travaux convenu, les Parties s'engagent à se réunir pour convenir ensemble des suites à donner à la présente phase.

Dès lors que tout recours contentieux fait peser un risque juridique sur les travaux, les parties conviennent d'ores et déjà que la redevance ne sera pas due pendant la période d'arrêt du chantier.

11.4.2 Pendant la phase de travaux, soit à l'issue de la phase décrite en 11.4.1 et jusqu'au début de l'exploitation de l'entrepôt et au plus tard jusqu'au 30 juin 2026, la redevance due sera de 40% du montant fixé à l'article 10.1.

11.4.3 A partir de la date du début de l'exploitation de l'entrepôt et au plus tard à partir du 1^{er} juillet 2026, 100 % du montant de la redevance fixée à l'article 10.1 est due.

11.5 Indexation

Pour l'indexation prévue à l'article 1.2.3 du livre I du Cahier des Charges susvisé, la valeur Po correspondant à la moyenne des valeurs de l'indice du coût de la construction publié par l'INSEE pour le 1^{er} trimestre 2020 et pour les 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2019 soit 1757,75 et la valeur P correspondant à la moyenne des valeurs du même indice pour le 1^{er} trimestre de l'année précédant celle pour laquelle est calculée la redevance et les 3 trimestres précédents (en 2021, P=Po).

CR

AB

ARTICLE 12 : MODALITES DE REGLEMENT

Conformément aux dispositions de l'article 1.-2.6 du cahier des charges, la redevance est payable par acomptes trimestriels exigibles d'avance, les 1er janvier, 1er avril, 1er juillet et le 1er octobre, par virement (ou chèque) et sera réglée sur le compte du Port autonome de Paris dont le Relevé d'Identité Bancaire est joint en annexe.

ADRESSE DE FACTURATION

IKEA DEVELOPPEMENT SAS 425 Rue Henri Barbusse 78370 PLAISIR

ARTICLE 13 : GARANTIES

La valeur du dépôt de garantie prévu à l'article 1.2.5. du Cahier des Charges susvisé est fixée à XXXXX € (valeur 2021), non assortie d'intérêt. Il sera versé en deux fois : XXXXX € à la signature de la présente convention par le Titulaire et le reste au jour où les autorisations administratives seront obtenues et devenues définitives.

ARTICLE 14 : RESTITUTION DES LIEUX ET REMISE EN ETAT

Au terme de la Convention, IKEA DEVELOPPEMENT S.A.S remettra le site dans son état primitif conformément au procès-verbal établi au jour de la mise à disposition (articles 4 et 7) ou dans des conditions améliorées de l'état initial notamment au niveau de la pollution.

La restitution des lieux fera également l'objet d'un procès-verbal de remise des lieux à Port Autonome de Paris, établi contradictoirement et dans des conditions identiques à celles-fixées par l'article 4 pour le procès-verbal établi au jour de la mise à disposition.

Port Autonome de Paris peut toutefois décider de renoncer à la démolition des ouvrages et de les conserver, conformément à l'article 1.1.9 des conditions générales du cahier des charges. Il devra en informer l'occupant, par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins deux ans avant le terme de la Convention.

ARTICLE 15 : PUBLICITE FONCIERE

Le présent acte sera soumis, aux frais du Titulaire, à la formalité de publicité foncière à la conservation des hypothèques dans les formes et conditions prévues par l'article 28-1 du décret du 4 janvier 1955 et l'article 68 du décret du 14 octobre 1955.

ER AL
AB

Fait à Limay, le 07 mai 2021

Pour le Port Autonome de Paris



Antoine BERBAIN

Fait à Limay, le 07 mai 2021

Pour la Société IKEA DEVELOPPEMENT SAS



Walter KADNAR

Emma RECCO



PIECES ANNEXES

Sont annexées les pièces ci-dessous énumérées qui font partie intégrante de la présente convention :

- Annexe 1 : Plan des lieux mis à disposition n° 1106
- Annexe 2 : Cahier des charges du 3 octobre 2012 livre 1 et 2
- Annexe 3 : Etat des risques naturels miniers et technologiques majeurs
- Annexe 4 : Plan de Terrain – levé de géomètre
- Annexe 5 : Diagnostic de qualité des sols « Rapport n°A103851/B – 01 juillet 2020 »
- Annexe 6 : Plan « LIMAY FOND DE PLAN et RESEAUX » du 21 juillet 2020
- Annexe 7 : Diagnostic de sol « état zéro » (envoi différé)
- Annexe 8 : Modèle d'agrément de sous-occupation
- Annexe 9 : Dossier de réponse à l'appel à projets
- Annexe 10 : Agrément sous-occupation de la société de Distribution Service Ikea France

